

# Baromètre d'opinion des responsables de l'Économie Sociale et Solidaire

## Édito

### Un nouvel outil au service des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire

Le bilan de l'emploi 2008, réalisé par l'Observatoire, a démontré une fois de plus le dynamisme de l'Économie Sociale et Solidaire sur la région des Pays de la Loire.

En outre, l'Observatoire remplit également un rôle d'animation du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire. Grâce à ce baromètre d'opinion, et aux différents partenariats établis lors de sa mise en place, Recherches & Solidarités, CPCA, France Bénévolat, Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports, la CRES est ravie de vous présenter les résultats de ce premier baromètre d'opinion régional dans le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire, ainsi qu'une enquête inédite au plan national et exploratoire sur le sentiment d'appartenance à l'Économie Sociale et Solidaire.

Jacques STERN  
Président de la CRES

## SOMMAIRE

- 1 Rappel du poids de l'ESS dans les Pays de la Loire
- 2 La conjoncture 2009
- 4 L'opinion des responsables associatifs
- 4 Comment va votre association ?
- 6 Votre association et la crise
- 8 Les associations et l'Économie Sociale
- 8 Avant l'appartenance, la connaissance...
- 9 La notion d'appartenance
- 10 Appartenance et connaissance...
- 12 L'opinion des responsables coopératifs
- 13 Votre coopérative en 2008-2009
- 18 Votre place et votre attitude dans l'Économie Sociale et Solidaire
- 30 Les coopératives face à la crise

Cette approche expérimentale - elle n'a jamais été réalisée dans aucune autre région - est un moyen de donner la parole aux acteurs de l'ESS. Elle permet de mesurer le moral des entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire, tout particulièrement en ces temps difficiles, et de faire valoir leurs avis sur les différents sujets concernant leur structure, leurs projets et leurs attentes.

## L'ESS dans les Pays de la Loire

En 2008 :

**14.200 établissements-employeurs**

**142.000 personnes travaillent  
dans des entreprises de l'ESS**

**3 milliards de masse salariale brute annuelle**

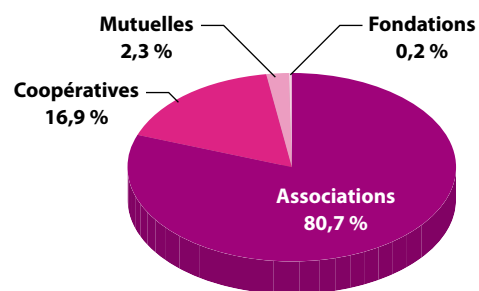
Comparée à l'économie ligérienne (hors secteur public), l'Économie Sociale et Solidaire représente :

**12,7 % des établissements-employeurs**

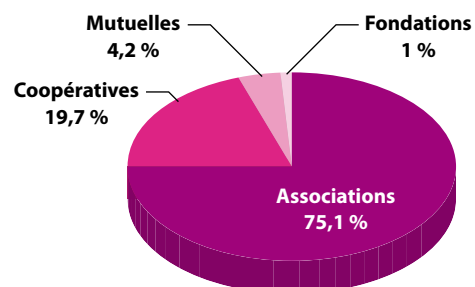
**13,4 % de l'emploi salarié**

**11,5 % de la masse salariale**

## La répartition des établissements-employeurs



## La répartition des effectifs salariés



**cres**

Chambre Régionale  
de l'Économie Sociale  
des Pays de la Loire

# La conjoncture 2009

**Précisions méthodologiques :** Compte tenu des variations observées dans le groupe des coopératives et dans celui des mutuelles, notamment de par les choix de catégories juridiques effectués par les responsables concernés, ce suivi de conjoncture porte sur le groupe des associations et sur celui des coopératives de production, dont le périmètre est bien maîtrisé.

L'observation des données est trimestrielle, en glissement annuel corrigé des variations saisonnières. Cette méthode – pratiquée par l'ACOSS pour l'ensemble de ses suivis de conjoncture – permet de corriger les séries, notamment de l'impact des versements de primes et des fluctuations saisonnières de l'emploi.

Le tableau suivant présente l'évolution des tendances pour chacun des trimestres. Chaque trimestre est ainsi comparé au même trimestre de l'année N – 1, après correction des variations saisonnières. Pour chaque composante, l'évolution régionale est comparée à l'évolution nationale. Il en est de même pour l'ensemble du secteur privé.

Tout d'abord, ce tableau peut être lu sur une longue période : on comparera les évolutions respectives de chaque composante en région, avec l'évolution nationale correspondante, d'une part, et l'évolution régionale de la composante avec l'évolution régionale de l'ensemble du secteur privé, d'autre part. On verra au passage le comportement régional du secteur privé par rapport à la référence nationale.

Ensuite, on pourra observer la période récente – notamment l'année 2008 et le premier semestre 2009, correspondant à la crise actuelle.

## Observation sur une longue période

Évolution trimestrielle du nombre de salariés, en glissement annuel corrigé des variations saisonnières

période	Associations		Coopératives de production		Ensemble du privé	
	Région	National	Région	National	Région	National
1 <sup>er</sup> trim 2006	1,8%	1,6%	3,0%	2,7%	1,4%	0,9%
2 <sup>e</sup> trim 2006	1,7%	1,6%	5,8%	1,8%	2,0%	1,3%
3 <sup>e</sup> trim 2006	2,4%	2,2%	6,0%	1,5%	2,1%	1,5%
4 <sup>e</sup> trim 2006	3,0%	2,6%	5,3%	1,6%	2,0%	1,6%
1 <sup>er</sup> trim 2007	2,6%	2,6%	3,3%	1,8%	2,2%	1,8%
2 <sup>e</sup> trim 2007	2,8%	2,9%	3,7%	3,7%	2,2%	1,7%
3 <sup>e</sup> trim 2007	2,7%	2,4%	2,4%	3,1%	1,9%	1,5%
4 <sup>e</sup> trim 2007	2,4%	2,3%	4,0%	5,1%	2,4%	1,7%
1 <sup>er</sup> trim 2008	2,7%	1,8%	6,3%	4,6%	2,3%	1,6%
2 <sup>e</sup> trim 2008	3,4%	1,7%	3,3%	3,3%	1,6%	1,2%
3 <sup>e</sup> trim 2008	3,2%	1,9%	4,2%	2,3%	1,2%	0,5%
4 <sup>e</sup> trim 2008	3,2%	1,6%	2,9%	0,6%	-0,1%	-0,5%
1 <sup>er</sup> trim 2009	3,1%	1,9%	-0,6%	0,4%	-2,1%	-2,0%
2 <sup>e</sup> trim 2009	2,3%	1,5%	-1,0%	-2,6%	-3,0%	-3,1%

Source : ACOSS – URSSAF – Traitement R&S.

Précision : le lecteur doit être prudent dans son interprétation des chiffres des coopératives de production.

En effet, ces chiffres doivent être lus en tendance.

**Associations :** l'évolution régionale se situe généralement au-dessus des repères nationaux, surtout au cours de l'année 2008 et du premier semestre 2009. La dynamique est vive, et l'évolution trimestrielle ne descend jamais au-dessous de 1,7%.

D'une manière spécifique, on peut attribuer ce résultat à la dynamique propre du tissu associatif régional. D'une manière générale, on peut attribuer cette bonne résistance des associations au soutien de la part des autorités publiques, notamment sous la forme de contrats aidés.

**Coopératives de production :** le secteur est très dynamique en région, nettement plus qu'au plan national jusqu'au 2<sup>ème</sup> trimestre 2007. L'évolution positive se poursuit jusqu'à la fin de l'année 2008. On précisera qu'au deuxième semestre 2008, la croissance régionale reste forte pendant que les valeurs nationales s'effondrent dès la fin 2008.

**Comparaison au secteur privé :** les deux composantes de l'ESS connaissent une évolution nettement plus forte que celle du secteur privé régional, lui-même en croissance plus rapide que le secteur privé au plan national. Le secteur privé a connu une nette décélération dès le 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 dans la région, mais il s'est maintenu au-dessus des valeurs nationales jusqu'à la fin de l'année. En revanche, au cours du premier semestre 2009, il est clairement en difficulté, au même niveau que dans les autres régions.

**D'une manière générale, on voit bien que les coopératives, situées sur le marché, résistent plutôt mieux que le reste du secteur privé, mais moins bien que le secteur associatif, à la fois un peu en marge du marché, et soutenu par les mesures publiques.**

# Les responsables associatifs

Sous l'impulsion de la Chambre Régionale de l'Économie Sociale, de Recherches & Solidarités, avec la participation de la Conférence Permanente des Coordinations Associatives, du réseau France Bénévolat, et des services de la jeunesse, des sports et de la vie associative, cette enquête a permis d'interroger près de 600 responsables associatifs appartenant aux cinq départements de la région au cours des mois de mai et juin 2009.

Située dans le cadre de la quatrième vague nationale annuelle organisée par Recherches & Solidarités, les résultats présentés peuvent être comparés avec la référence nationale.

## Méthodologie

Réalisée en ligne, cette enquête a été menée auprès de 592 responsables. Les résultats ont été exploités selon la méthode des quotas, appliquée aux variables de taille d'associations et de secteur d'activité.

Trois tailles ont été prises en compte : les grandes associations, au budget supérieur à 75.000 euros, généralement dotées de salariés, les associations moyennes, dont le budget est compris entre 10.000 et 75.000 euros, et les petites associations au budget ne dépassant pas 10.000 euros.

Cinq groupes de répondants ont été constitués, correspondant aux secteurs d'activités : le domaine culturel, le secteur des loisirs, comportant aussi l'éducation populaire, le secteur du sport, le secteur social, comportant aussi celui de la santé et de l'humanitaire, et le groupe des « autres associations ».



# Comment va votre association ?

## La ressource humaine bénévole

Pour organiser les activités de cette année, l'association dispose d'un nombre de bénévoles réguliers (personnes exerçant une fonction précise et continue) :

Secteurs	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Pays de la Loire	France
<b>Suffisant</b>	35%	29%	25%	20%	39%	30%	28%
<b>A peu près suffisant</b>	38%	44%	41%	37%	30%	38%	35%
<b>Insuffisant</b>	21%	21%	29%	38%	27%	27%	31%
<b>Très insuffisant</b>	6%	7%	5%	5%	5%	5%	6%
<b>Non réponse</b>	NS	NS	NS	NS	NS	NS	NS
<b>Total</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête ORA - Pays de la Loire - Mai - Juin 2009 - Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Une association sur trois (32% dans la région contre 37% en moyenne nationale) manque de bénévoles réguliers. Plus encore dans le secteur social (43%), et nettement moins dans le domaine de la culture (27%). Les plus petites associations souffrent un peu plus que les autres.

## Les ressources financières

Pour les activités de cette année 2008-2009, les moyens financiers nécessaires à l'association sont :

Secteurs	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Pays de la Loire	France
<b>Tout à fait suffisants</b>	8%	24%	17%	19%	21%	18%	18%
<b>A peu près suffisants</b>	47%	52%	54%	42%	42%	48%	40%
<b>Insuffisants</b>	36%	20%	23%	31%	30%	28%	31%
<b>Très insuffisants</b>	9%	4%	6%	8%	7%	7%	11%
<b>Non réponse</b>	NS	NS	NS	NS	NS	NS	NS
<b>Total</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête ORA - Pays de la Loire - Mai - Juin 2009 - Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Les deux tiers des responsables (66%) sont satisfaits, ou à peu près satisfaits, de la situation. Par ailleurs, 7% des associations (11% au plan national) sont en réelle difficulté. Ce sont les associations moyennes qui semblent les moins bien loties.

## Les associations face à leurs missions

Pour cette année 2008-2009, vous diriez plutôt que votre association :

Secteurs	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Pays de la Loire	France
<b>Est tout à fait en mesure de remplir ses missions</b>	8%	24%	17%	19%	21%	18%	18%
<b>Est à peu près en mesure de remplir ses missions</b>	47%	52%	54%	42%	42%	48%	40%
<b>Connait quelques difficultés pour remplir ses missions</b>	36%	20%	23%	31%	30%	28%	31%
<b>Rencontre de sérieuses difficultés pour remplir ses missions</b>	9%	4%	6%	8%	7%	7%	11%
<b>Non réponse</b>	NS	NS	NS	NS	NS	NS	NS
<b>Total</b>	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Enquête ORA - Pays de la Loire - Mai - Juin 2009 - Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Un peu plus d'un tiers (35%) des responsables indiquent des difficultés pour remplir les missions que se fixe leur association : davantage dans la culture (45%) et le social (39%), nettement moins dans le sport (29%) et les loisirs (24%).

# Votre association et la crise

## Une certaine perte d'adhérents

Le nombre d'adhérents a diminué :

Secteurs	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Pays de la Loire	France
Oui	31%	34%	32%	32%	28%	31%	30%
Non	69%	66%	68%	64%	70%	68%	69%
Non réponse	0%	1%	0%	3%	2%	1%	1%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête ORA - Pays de la Loire - Mai - Juin 2009 - Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Dans une proportion qui semble assez proche dans tous les secteurs d'activité, et conformément à la moyenne nationale, un peu plus de 30% des responsables signalent une perte d'adhérents qu'ils attribuent à la crise.

## Prudence en matière financière

Votre association a été contrainte de revoir son budget prévisionnel 2008-2009 ou 2009 :

Secteurs	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Pays de la Loire	France
Oui	42%	39%	41%	41%	34%	39%	42%
Non	58%	60%	59%	55%	64%	60%	56%
Non réponse	0%	1%	0%	4%	2%	1%	2%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête ORA - Pays de la Loire - Mai - Juin 2009 - Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Un budget prévisionnel est souvent revu, par définition. Pour autant, 40% des responsables indiquent l'avoir fait, spécialement en lien avec la crise actuelle.

Cette proportion monte à 55% chez les responsables des plus grandes associations, dont les enjeux budgétaires sont importants, et souvent en lien avec des soutiens publics (État et/ou collectivités).

## Des risques financiers sur la durée

Votre association devra construire plus prudemment son budget 2009-2010 ou 2010 :

Secteurs	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Pays de la Loire	France
Oui certainement	47%	35%	42%	41%	34%	40%	44%
Oui peut-être	33%	48%	42%	34%	38%	39%	37%
Probablement pas	9%	11%	12%	12%	14%	12%	12%
Non	6%	4%	3%	9%	15%	8%	5%
Non réponse	5%	2%	0%	3%	0%	2%	2%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête ORA - Pays de la Loire - Mai - Juin 2009 - Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Les responsables ayant déjà revu leur budget en cours (39%), indiquent qu'ils devront être prudents pour le prochain exercice (40%). S'ajoutent près de 40% des responsables pour penser qu'ils devront peut-être, eux aussi, faire attention sur la durée. Ces derniers sont proportionnellement un peu plus nombreux parmi les plus petites associations.

## Un éventuel repli stratégique

Votre association pourrait-elle être conduite à revoir le périmètre de ses missions ?

Secteurs	Culture	Loisirs	Sport	Social	Autres	Pays de la Loire	France
Oui certainement	7%	9%	17%	13%	16%	13%	18%
Oui peut-être	18%	28%	20%	19%	26%	22%	20%
Probablement pas	10%	9%	12%	9%	10%	10%	12%
Non	63%	52%	50%	57%	46%	53%	48%
Non réponse	2%	2%	1%	2%	2%	2%	2%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Enquête ORA - Pays de la Loire - Mai - Juin 2009 - Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Par gros temps, on réduit la voile : 13% des responsables indiquent qu'ils devront certainement réviser le périmètre de leurs missions : c'est plus encore dans le secteur du sport (17%).

Dans les grandes associations, la proportion est de 22%. Elle est plus faible (9,5%) dans les plus petites associations.

# Les associations et l'Économie Sociale

Recherches & Solidarités développe un dispositif d'enquête permanente auprès des dirigeants bénévoles des associations : L'Opinion des responsables associatifs (ORA) et a décidé de s'associer à la Chambre Régionale de l'Économie Sociale (CRES) des Pays de la Loire pour effectuer une enquête inédite et exploratoire sur le sujet.

## Avant l'appartenance, la connaissance...

Une première question a été posée aux responsables associatifs, concernant leur connaissance du périmètre de l'Économie Sociale. Cette question a été préférée à celle – plus complexe et difficile à exploiter – qui aurait consisté à demander aux dirigeants s'ils connaissaient « la notion d'Économie Sociale ».

### Connaissez-vous avec précision le périmètre de ce que l'on nomme « l'Économie sociale » ?

Taille des associations	Grandes	Moyennes	Petites	Pays de la Loire
Oui	56%	27%	22%	28%
Non	39%	63%	64%	60%
Sans réponse	5%	10%	14%	12%
Total	100%	100%	100%	100%

Source : ORA 2009 en Pays de la Loire – Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

La question était exigeante car elle portait sur la connaissance « avec précision » de ce périmètre. Il n'est donc pas étonnant que 12% des répondants aient préféré s'abstenir, et que seulement 28% aient répondu par l'affirmative. Mais ceux qui connaissent bien le secteur associatif savent que ce type de connaissance dépend largement tout à la fois de la taille de l'organisme, et comme on le verra plus loin, du secteur dans lequel il évolue.

C'est ainsi que les réponses affirmatives varient fortement d'une proportion de 56% pour les responsables des plus grandes associations (plus de 75.000 euros de budgets, comportant le plus souvent des salariés, jusqu'à 22% chez les dirigeants des plus petites associations (moins de 10.000 euros de budget). De même, les hésitants sont d'autant plus nombreux que l'organisme est de petite taille.

### Connaissez-vous avec précision le périmètre de ce que l'on nomme « l'Économie Sociale » ?

Secteur	Culture	Loisirs	Sport	Social	Pays de la Loire
Oui	21%	23%	21%	34%	28%
Non	64%	66%	70%	54%	60%
Sans réponse	16%	11%	9%	11%	12%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : ORA 2009 en Pays de la Loire – Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Les associations du secteur social sont généralement de grande taille et possèdent des effectifs salariés importants. Il n'est donc pas étonnant de constater que leurs responsables soient significativement plus nombreux (34%) à connaître ce périmètre, que les autres responsables associatifs (entre 21% et 23%).

Au bilan de ce tableau, les responsables du sport sont les plus catégoriques : 70% d'entre eux ne connaissent pas ce périmètre. Les responsables de la culture sont proportionnellement les plus nombreux à choisir de ne pas répondre (16%).

## La notion d'appartenance...

Qu'en est-il selon la taille des associations ? Ce premier tableau montre des résultats allant dans le même sens que ceux que l'on constatait pour la question précédente.

### Avez-vous le sentiment que votre association appartient à l'Économie Sociale ?

Réponses en %	Grandes	Moyennes	Petites	Pays de la Loire
Oui	72%	55%	36%	46%
Non	20%	30%	47%	39%
Sans réponse	8%	15%	17%	15%
Total	100%	100%	100%	100%

Source : ORA 2009 en Pays de la Loire – Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

La proportion des réponses positives varie exactement du simple au double, selon que le responsable dirige une grande (72%) ou une petite association (36%). Inversement, les réponses négatives et les non réponses sont d'autant plus nombreuses que l'association est de petite taille.

### Avez-vous le sentiment que votre association appartient à l'Économie Sociale ?

Réponses en %	Culture	Loisirs	Sport	Social	Pays de la Loire
Oui	32%	49%	46%	52%	46%
Non	50%	41%	39%	26%	39%
Sans réponse	18%	10%	15%	22%	15%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Source : ORA 2009 en Pays de la Loire – Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

Cette fois, autour d'un résultat global de 46% de réponses positives, les écarts sont assez faibles, excepté pour ce qui concerne les responsables de la culture, nettement en retrait (32%). En effet, la proportion des autres répondants ne varie qu'entre 46% dans le secteur du sport et 52% dans le domaine social.

Pour cette question, l'effet taille joue fortement, alors que l'effet secteur est assez réduit. Ce qui tranche par rapport aux réponses à la première question, pour lesquelles l'effet taille se combinait assez bien à l'effet secteur.

Cela voudrait donc dire que la connaissance du périmètre de l'Économie Sociale – représentant ici une notion – est plutôt influencée par l'appartenance à tel ou tel secteur : le domaine sanitaire et social surtout et le secteur sportif très peu. Alors que le sentiment d'appartenance – représentant ici une perception – est avant tout influencé par la taille de l'organisme : quel que soit le secteur d'activité – hormis celui de la culture en retrait – on estime d'autant plus appartenir à l'Économie Sociale que l'on dirige une grande association.

### Appartenance et connaissance...

A première vue, on pourrait être étonné de constater qu'il y a une plus forte proportion de répondants pour indiquer leur sentiment d'appartenance, que de répondants pour indiquer leur connaissance du périmètre de l'Économie Sociale. Pourtant, ceci s'explique tout à fait, dans la mesure où on peut savoir que l'on appartient au périmètre de l'Économie Sociale, sans pour autant connaître les limites exactes de ce périmètre. Tout comme un habitant des Pays de la Loire sait fort bien quelle est sa région d'appartenance, sans pour autant connaître ses limites, et notamment les cinq départements qui la composent.

Il serait d'ailleurs intéressant de poser cette question de périmètre de l'Économie Sociale à ses fervents partisans, et de voir combien d'entre eux oublieraient de citer les fondations, aux côtés des associations, des coopératives et des mutuelles. Un croisement des réponses a été effectué, et permet de les ventiler en fonction de toutes les combinaisons possibles. Elles sont présentées dans le tableau suivant :

Formulation des réponses aux deux questions	Proportion
J'appartiens à l'économie sociale et je connais son périmètre exact	21%
J'appartiens à l'économie sociale et je ne connais pas son périmètre exact	25%
<b>Sous total : J'appartiens à l'économie sociale</b>	<b>46%</b>
Je n'appartiens pas à l'économie sociale et je connais son périmètre exact	7%
Je n'appartiens pas à l'économie sociale et je ne connais pas son périmètre exact	31%
Je n'appartiens pas à l'économie sociale et je ne sais pas répondre sur son périmètre exact	1%
<b>Sous total : Je n'appartiens pas à l'économie sociale</b>	<b>39%</b>
Je ne réponds pas sur mon appartenance à l'économie sociale	15%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

Source : ORA 2009 en Pays de la Loire – Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS

On pourra constituer quatre groupes différents, à partir de la notion d'appartenance :

- 1 - Ceux qui ont ce sentiment d'appartenance et qui disent connaître le périmètre de l'économie sociale : ils représentent un peu plus de 20% des répondants.
- 2 - Ceux qui ont également ce sentiment d'appartenance, mais qui avouent ne pas connaître avec précision le périmètre de l'Économie Sociale : ils représentent environ le quart des répondants (25%).
- 3 - Ceux qui n'ont pas ce sentiment d'appartenance : ils représentent environ 40% des répondants. Parmi eux, rares sont ceux qui connaissent le périmètre (7%).
- 4 - Enfin, 15% des responsables associatifs ont choisi de ne pas répondre à cette question concernant l'appartenance de leur organisme à l'économie sociale.

Nous avons repris cette typologie en quatre groupes, en distinguant cette fois la taille des associations, d'une part, et le secteur dans lequel elles évoluent d'autre part. C'est l'objet du tableau récapitulatif suivant.

Récapitulatif par taille et par secteur	Ensemble	Grandes	Moyennes	Petites	Culture	Loisirs (1)	Sport	Social (2)
J'appartiens et je connais le périmètre	21	51	21	15	15	18	17	26
J'appartiens mais je ne connais pas le périmètre exact	25	21	34	21	17	31	29	26
<b>Sous total «j'appartiens»</b>	<b>46</b>	<b>72</b>	<b>55</b>	<b>36</b>	<b>32</b>	<b>49</b>	<b>46</b>	<b>52</b>
Je n'appartiens pas et je connais le périmètre	7	5	6	7	6	5	4	8
Je n'appartiens pas et je ne connais pas le périmètre	31	15	24	39	40	35	34	18
Je n'appartiens pas et je ne sais pas répondre sur le périmètre	1	0	0	1	4	1	1	0
<b>Sous total «je n'appartiens pas»</b>	<b>39</b>	<b>20</b>	<b>30</b>	<b>47</b>	<b>50</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>26</b>
Je ne réponds pas sur mon appartenance	15	8	15	17	18	10	15	22
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : ORA 2009 en Pays de la Loire – Traitement R&S - CRES-Observatoire de l'ESS (1) Et éducation populaire. (2) Ainsi que santé et humanitaire

Sur les 72% des responsables des grandes associations qui savent que leur association appartient à l'Économie Sociale, 51% savent avec qui ils cohabitent et 21% hésitent.

Sur les 55% des responsables des associations moyennes qui connaissent leur appartenance à l'Économie Sociale, ils ne sont que 21% à savoir réellement avec qui ils cohabitent dans ce secteur.

On ne trouve que 36% des responsables de petites associations pour indiquer leur appartenance à l'Économie Sociale, et 15% seulement connaissent également les composantes de ce secteur.

Les responsables du secteur social (santé et humanitaire) sont proportionnellement les plus nombreux à estimer appartenir à l'Économie Sociale (52%), dont la moitié seulement (26%) semblent renseignés sur les autres composantes de cet ensemble.

A l'opposé, les responsables de la culture ne sont que 32% à estimer appartenir à l'Économie Sociale, et seulement 15% à savoir avec qui.

# L'opinion des responsables coopératifs

## Méthodologie de l'enquête

Cette enquête a été réalisée en ligne, entre mars et juillet 2009, à partir de sollicitations des responsables de coopératives, organisée par la CRES, auprès de coopératives agricoles et des coopératives de production. L'échantillon comporte trois segments qui ont été pris en compte pour le traitement et la présentation des résultats :

- Un segment comporte 52 coopératives agricoles. Rapporté au nombre d'établissements employeurs actifs dans la région en 2008, selon la MSA, cela représente environ 10% d'établissements interrogés.
- Un deuxième segment comporte 94 coopératives de production. Ont été groupées dans ce segment de l'échantillon les coopératives de production stricto sensu (selon la catégorie juridique dédiée), ainsi que les coopératives artisanales. A partir de cette base (172 coopératives en 2008), l'échantillon de l'enquête comporte près de 55% de l'effectif régional.
- Le troisième segment comporte 32 références, sous le label « autres coopératives ». Ce segment comporte les établissements non situés parmi les coopératives agricoles, parmi les coopératives de production ou assimilées, et parmi les coopératives de crédit qui n'ont pas été prises en compte dans cette enquête. L'effectif régional des établissements classés sous la rubrique « autres coopératives » était de 144 en 2008. L'enquête a donc permis d'interroger environ 22% de cet effectif.

Sur un total de 178 responsables de coopératives ayant participé à l'enquête, il a donc été décidé de présenter les réponses, selon ces trois segments.

Le questionnaire se compose de 38 questions élaborées conjointement entre les équipes de Recherches & Solidarités et de la CRES Pays de la Loire. Il comporte une majorité de questions fermées et il est constitué de quatre parties :

### « Votre coopérative en 2008-2009 »

11 questions relevant de l'état général et de l'activité des coopératives interrogées,

### « Votre place et votre attitude dans l'Économie Sociale et Solidaire »

10 questions concernant le rapport des coopératives à l'Économie Sociale et Solidaire, à ses valeurs et à sa représentation en région,

### « L'actualité du monde coopératif et l'actualité générale »

3 questions autour de deux actualités : la négociation libre du temps de travail et la crise financière et économique,

### « Questions vous concernant ou concernant votre établissement »

14 questions concernant la typologie des coopératives (secteur d'activité, taille, effectif, date de création, etc.) et le rôle des répondants au sein de leur entreprise.

Cette partie est ce que l'on appelle le « talon » d'une enquête. Elle permet de croiser les réponses avec certaines caractéristiques des coopératives. Elles seront évoquées dans la présentation des résultats quand un de ces critères se révèle discriminant et peut apporter des éléments de compréhension supplémentaire.

En préalable au traitement des résultats, les caractéristiques générales des trois groupes ont été étudiées : ainsi, il est apparu que les coopératives agricoles étaient significativement de plus petites tailles que les coopératives de production et que les autres coopératives. Aussi, pour éviter toute redondance dans ce développement, le critère taille ne sera pas évoqué – dans la mesure où il n'est pas utile de préciser le sens des réponses des coopératives de petite taille, si l'on a déjà présenté le sens des réponses des coopératives agricoles.

**Précisons enfin que cette approche est expérimentale, et méritera sans doute un dialogue très précis sur chacun de ces sujets, notamment si l'on souhaite procéder ensuite à une extension de la démarche.**

# Votre coopérative en 2008-2009

## La situation générale de votre coopérative vous paraît-elle :

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
<b>Pas satisfaisante du tout</b>	0,0%	2,0%	0,0%	1%
<b>Pas satisfaisante</b>	9,6%	20,2%	6,3%	14,6%
<b>Pas très satisfaisante</b>	1,9%	6,4%	6,3%	5,1%
<b>Assez satisfaisante</b>	9,6%	13,8%	12,5%	12,4%
<b>Satisfaisante</b>	71,2%	53,2%	65,6%	60,7%
<b>Très satisfaisante</b>	7,7%	4,3%	6,3%	5,6%
<b>Absence de réponse</b>	0,0%	0,0%	3,1%	0,6%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS – R&S – Juin 2009

La majorité des répondants considère que la situation de leur coopérative est globalement « satisfaisante » (60,7%) et ce taux atteint 78,7% en cumul de réponses positives (« assez satisfaisante » à « très satisfaisante »).

Le meilleur taux de satisfaction se situe parmi les responsables des coopératives agricoles, le moins bon au sein des SCOP où 20,2% des répondants jugent la situation de leur coopérative pas satisfaisante, voire pas satisfaisante du tout (2,1%).

Dans une situation des coopératives jugée généralement favorable, une attention particulière doit donc être portée à l'égard des SCOP.

L'observation du Khi<sup>2</sup> confirme qu'il existe une corrélation non négligeable entre le type de coopérative et la satisfaction exprimée. Le degré de satisfaction de la situation générale est donc assez dépendant du type de coopérative concernée.

## En termes de concurrence et de « marché », votre secteur d'activité vous paraît-il :

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
<b>Très tendu</b>	11,5%	17,0%	31,3%	18,0%
<b>Assez tendu</b>	42,3%	41,5%	43,8%	42,1%
<b>Ouvert avec des espaces de développement</b>	36,5%	38,3%	25,0%	35,4%
<b>Vous ne savez pas répondre</b>	1,9%	2,1%	0,0%	1,7%
<b>Absence de réponse</b>	7,7%	1,1%	0,0%	2,8%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS – R&S – Juin 2009

Concernant les marchés des coopératives concernées par l'enquête, près des deux tiers se trouvent dans un contexte assez tendu (42%) ou très tendu (18%). Ceci est d'autant plus vrai pour les coopératives autres qu'agricoles ou de production. En revanche, les responsables des SCOP estiment à 38,5% que des espaces de développement restent ouverts.

On notera également que près de 10% des responsables des coopératives agricoles ne savent pas répondre ou ne répondent pas.

<sup>2</sup>Test statistique qui mesure la signification des différences entre les fréquences observées et les fréquences attendues dans une situation d'indépendance

En termes d'évolution, votre secteur d'activité vous paraît-il :

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Plutôt en développement	38,5%	41,5%	46,9%	41,6%
Plutôt en stagnation	53,8%	45,7%	37,5%	46,6%
Plutôt en régression	7,7%	10,6%	15,6%	10,7%
Vous ne savez pas répondre	0,0%	2,1%	0,0%	1,1%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Peu de répondants jugent leur secteur d'activité en régression (environ 10%). Les autres se répartissent d'une manière comparable, entre ceux qui le jugent en développement (42% environ) et ceux qui estiment qu'il est en stagnation (47% environ).

Le secteur d'activité est jugé majoritairement en stagnation pour les coopératives agricoles (54%) et pour les SCOP (46%) et en développement pour les autres coopératives. Il est à noter qu'au sein de cette dernière catégorie, 15,6% des répondants estiment leur secteur d'activité en régression. Cette apparente contradiction peut s'expliquer par une plus grande diversité des coopératives « autres », que pour les SCOP et les coopératives agricoles.

Les commandes que reçoit votre coopérative vous paraissent-elles :

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Pas suffisantes du tout	0,0%	2,1%	0,0%	1,1%
Pas suffisantes	9,6%	25,5%	12,5%	18,5%
Pas très satisfaisantes	17,3%	14,9%	3,1%	13,5%
Assez satisfaisantes	5,8%	17,0%	31,3%	16,3%
Satisfaisantes	53,8%	29,8%	28,1%	36,5%
Très satisfaisantes	3,8%	5,3%	3,1%	4,5%
Vous ne savez pas répondre	0,0%	3,2%	12,5%	3,9%
Absence de réponse	9,6%	2,1%	9,4%	5,6%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Cette question semble avoir laissé certains répondants assez perplexes : près de 10% de répondent pas. Les écarts de réponse entre les trois catégories de coopératives sont assez importants (le Khi<sup>2</sup> le confirme).

Dans un contexte général où les commandes sont jugées assez satisfaisantes à très satisfaisantes à 57,3%, les responsables des SCOP sont un peu en retrait (52%). A l'inverse, les responsables des coopératives agricoles affichent une belle satisfaction (63%).

La satisfaction générale de la situation exprimée en Q1 (et pour laquelle les SCOP étaient les moins satisfaites) peut s'expliquer par les présentes réponses, où plus du quart des SCOP expriment une crainte à l'égard des commandes qui leurs sont faites.<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Et ceci se traduit, au cours du premier semestre 2009, par une évolution négative en matière d'emploi dans les coopératives de la région : moins 0,2% par rapport au premier trimestre 2008. Et moins 0,2% au deuxième trimestre 2009, par rapport au premier trimestre 2009, en glissement trimestriel corrigé des variations saisonnières, selon l'ACOSS-URSSAF.

Le fonctionnement général de votre coopérative vous paraît-il :

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Pas satisfaisant du tout	0,0%	1,1%	0,0%	0,6%
Pas satisfaisant	0,0%	4,3%	3,1%	2,8%
Pas très satisfaisant	3,8%	2,1%	6,3%	3,4%
Assez satisfaisant	3,8%	16,0%	25,0%	14,0%
Satisfaisant	84,6%	70,2%	59,4%	72,5%
Très satisfaisant	1,9%	5,3%	6,3%	4,5%
Vous ne savez pas répondre	0,0%	1,1%	0,0%	0,6%
Absence de réponse	5,8%	0,0%	0,0%	1,7%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Après avoir examiné le contexte dans lequel évoluent les coopératives, cette question aborde l'organisation propre des organismes.

Dans un contexte général où l'organisation des coopératives est jugée assez satisfaisante à très satisfaisante (91% en cumul), des disparités apparaissent entre les catégories de coopératives. La plus grande répartition des réponses apparaît au sein des coopératives « autres ». A l'inverse, la plus grande homogénéité s'observe au sein des coopératives agricoles.

A l'inverse, l'hétérogénéité des autres coopératives (en termes d'activité, d'organisation, etc.) peut expliquer ces résultats.

Les moyens humains (qualification, nombre) de votre coopérative vous paraissent-ils :

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Pas satisfaisants du tout	0,0%	1,1%	0,0%	0,6%
Pas satisfaisants	5,8%	5,3%	0,0%	4,5%
Pas très satisfaisants	1,9%	7,4%	3,1%	5,1%
Assez satisfaisants	7,7%	7,4%	34,4%	12,4%
Satisfaisants	80,8%	68,1%	53,1%	69,1%
Très satisfaisants	3,8%	10,6%	9,4%	8,4%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Dans un contexte globalement satisfaisant des moyens humains de leurs coopératives, les réponses des autres coopératives semblent plus nuancées (avec un « assez satisfaisant » à 34,4%).

Les SCOP présentent une certaine dispersion de leurs réponses : ensemble de manque de satisfaction le plus élevé à 13,8% et un taux de satisfaction maximale le plus élevé (10,6%). Le principe même d'organisation des SCOP, où les salariés sont coopérateurs, pourrait effectivement apporter à la fois une grande satisfaction, mais également peut-être quelques frustrations.

Les constats et les prévisions quant à l'évolution des effectifs salariés : la même question a été posée concernant le constat en 2007 et 2008 et les prévisions 2009. Les réponses figurent dans le tableau suivant :

En %	Coopératives agricoles			Coopératives de production			Autres coopératives		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
<b>Renforcement</b>	8	17	4	22	25	22	31	37	19
<b>Maintien</b>	83	73	88	63	66	63	69	60	75
<b>Réduction</b>	8	8	8	5	8	14	0	3	6

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Nous observons quelques tendances qu'il faudrait sans doute étudier sur une durée un peu plus longue :

- Après une année 2008 qui a vu un taux de renforcement global supérieur à l'année précédente, l'année 2009 est perçue assez difficile pour l'ensemble des coopératives : renforcement moindre, réduction supérieure, surtout parmi les coopératives de production.
- Les catégories de coopératives se comportent différemment : les coopératives agricoles sont globalement les plus stables. Les autres coopératives voient leurs prévisions de renforcement en forte baisse après deux années de dynamisme en la matière, et semblent se stabiliser en 2009. Les SCOP, malgré un taux de renforcement encore intéressant, connaissent une plus grande nécessité de réduire les effectifs. La situation des SCOP en 2009 est donc assez différente d'une entreprise à l'autre, certaines sont en expansion, d'autres en difficulté.

Envisagez-vous de nouveaux projets – ou une extension de vos activités actuelles – en 2009 ou 2010 ?

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
<b>Oui, certainement</b>	26,9%	42,6%	28,1%	35,4%
<b>Oui, peut-être</b>	11,5%	16,0%	18,8%	15,2%
<b>Probablement pas</b>	1,9%	3,2%	12,5%	4,5%
<b>Non</b>	55,8%	36,2%	34,4%	41,6%
<b>Au contraire, nous envisageons une réduction de l'activité dans les deux prochaines années</b>	0,0%	2,1%	3,1%	1,7%
<b>Vous ne savez pas répondre</b>	3,8%	0,0%	3,1%	1,7%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Pour les projets de l'année à venir, nous retrouvons les tendances observées quant aux évolutions de l'effectif salarié :

Une majorité de coopératives agricoles n'envisagent pas de nouveaux projets. Ceci conforte la stabilité d'activité de cette catégorie de coopératives. Néanmoins, plus d'un quart des répondants envisagent certainement un élargissement des activités. S'agit-il de coopératives en difficulté pour lesquelles le développement de nouvelles activités est une nécessité, ou au contraire de coopératives connaissant une bonne situation et qui ont la possibilité et l'ambition de se développer ?

Les responsables des SCOP sont proportionnellement les plus nombreux à annoncer le développement de nouveaux projets. Ceci renforce le constat de dynamisme de ce type de structure.

Les autres coopératives, enfin, se répartissent de manière à peu près égale entre maintien de l'activité et développement. Ces coopératives expriment donc une nouvelle stabilisation de leurs activités, déjà observée dans l'évolution de leurs effectifs.

### Synthèse selon les catégories de coopératives

A la fin de cette première partie, nous proposons ici une synthèse des onze premières questions concernant l'état des coopératives et de leurs activités.

Quelles que soient leurs catégories, les coopératives apparaissent comme globalement satisfaites de leur condition, de leur mode de fonctionnement ou encore de leurs moyens humains. Certaines nuances apparaissent néanmoins selon les trois catégories analysées :

- Les coopératives agricoles affirment se situer dans les meilleures conditions. Ce sont également celles dont les effectifs et les activités sont les plus stables. Finalement et dans leur grande majorité, ces structures affichent une bonne stabilité et semblent confiantes en l'avenir.
- Les SCOP présentent un bilan plus contrasté. Elles sont globalement satisfaites de leurs conditions actuelles, mais avec des nuances parfois fortes d'une coopérative à une autre. De plus, elles sont en évolution permanente (effectif, activité...) et montrent leur dynamisme, même si elles affichent un peu plus de doutes quant à leur avenir.
- Les autres coopératives, enfin et au-delà d'une satisfaction globale, apparaissent également plus nuancées sur leurs activités et leur devenir. Après deux années d'évolution (2007-2008), elles semblent stabiliser leurs activités et appréhendent l'avenir avec une certaine circonspection.

# Votre place et votre attitude dans l'Économie Sociale et Solidaire

## Votre coopérative s'identifie-t-elle comme une composante de l'Économie Sociale ?

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
<b>Tout à fait</b>	<b>51,9%</b>	<b>58,5%</b>	<b>56,3%</b>	<b>56,2%</b>
<b>Plutôt oui</b>	<b>38,5%</b>	<b>21,3%</b>	<b>25,0%</b>	<b>27,0%</b>
<b>Pas vraiment</b>	<b>3,8%</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,4%</b>	<b>7,9%</b>
<b>Plutôt non</b>	<b>1,9%</b>	<b>6,4%</b>	<b>3,1%</b>	<b>4,5%</b>
<b>Vous ne savez pas répondre</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,3%</b>	<b>6,3%</b>	<b>4,5%</b>
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Certes, globalement plus de 83% des répondants situent leur coopérative dans l'Économie Sociale, même si c'est « plutôt oui » pour certains.

Pour autant, près de 20% des responsables de coopératives de production ont un avis contraire ou ne se prononcent pas. Cette proportion est similaire parmi les répondants des autres coopératives. A l'inverse, cette proportion est quatre fois moindre parmi les responsables des coopératives agricoles (5%).

Ce résultat méritera d'être confirmé et étudié plus attentivement, mais il ne manque pas d'interpeller les responsables de l'Économie Sociale.

## Votre coopérative s'identifie-t-elle comme une composante de l'Économie Sociale et Solidaire ? (Ce dernier terme étant ici ajouté)

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
<b>Tout à fait</b>	<b>48,1%</b>	<b>56,4%</b>	<b>37,5%</b>	<b>50,6%</b>
<b>Plutôt oui</b>	<b>40,4%</b>	<b>17,0%</b>	<b>28,1%</b>	<b>25,8%</b>
<b>Pas vraiment</b>	<b>5,8%</b>	<b>11,7%</b>	<b>18,8%</b>	<b>11,2%</b>
<b>Plutôt non</b>	<b>1,9%</b>	<b>10,6%</b>	<b>3,1%</b>	<b>6,7%</b>
<b>Vous ne savez pas répondre</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,3%</b>	<b>9,4%</b>	<b>5,1%</b>
<b>Absence de réponse</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>3,1%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Même si le sentiment d'appartenir à l'ESS (plus de 75% au total) est important, il est légèrement moins fort, et plus inégalement réparti entre les catégories de coopératives. De plus, bien que représentant une petite part, certaines coopératives ne savent pas répondre à cette question ce qui peut exprimer une hésitation ou une méconnaissance de ce concept d'Économie Sociale et Solidaire et de sa distinction par rapport à l'Économie Sociale.

Les coopératives qui s'expriment les plus « solidaires » sont ici encore les coopératives agricoles. Il pourrait être intéressant de préciser à propos de quelle(s) population(s) elles identifient cette solidarité (public extérieur, membres de la coopérative...).

Malgré une majorité de « tout à fait » (56,4%), les SCOP proposent des réponses plus partagées, avec notamment 26% d'entre elles qui s'estiment « pas vraiment » ou « plutôt pas » dans l'économie sociale et solidaire, ou encore qui ne savent pas répondre à cette question.

Les réponses des autres coopératives, bien que globalement positives, sont également plus partagées. Plus de 20% se partagent entre « pas vraiment » et « plutôt non ». En outre, près de 10% d'entre elles ne savent pas répondre.

Deux commentaires généraux peuvent être ajoutés à cette présentation statistique :

- La culture d'Économie Sociale et d'Économie Sociale et Solidaire est peut-être différente d'une coopérative à l'autre et, de ce fait, l'interprétation de ces concepts est peut-être fort différente d'une coopérative à l'autre ou d'une catégorie à l'autre. L'ancienneté des coopératives, le contexte dans lequel elles se sont fondées et les objectifs de leurs créateurs sont peut-être différents (coopératives agricoles et coopératives « autres » a priori plus anciennes, SCOP plus récentes et plus exposées aux débats autour de l'ESS...),
- Il serait intéressant de préciser la lecture et la signification des deux concepts Économie Sociale et Économie Sociale et Solidaire, pour chacun des répondants. En ce qui concerne la solidarité, notamment, s'agit-il d'une solidarité vis-à-vis des membres de la coopérative, vis-à-vis de bénéficiaires extérieurs ou éventuellement d'une vision plus générale et sociétale de la solidarité ?

Ces réponses ont été également croisées avec le critère d'ancienneté :

- Pour les coopératives agricoles, le fort sentiment d'appartenance à l'Économie Sociale et à l'Économie Sociale et Solidaire est semblable quelle que soit l'ancienneté de l'organisme.
- Pour les coopératives de production, ces sentiments d'appartenance semblent avoir régressé dans le temps, à l'exception des coopératives créées depuis 2004. On assisterait donc, ces dernières années, à un « renouveau » ou une réappropriation de l'Économie Sociale et de l'Économie Sociale et Solidaire par les nouvelles coopératives de production.
- Pour les autres coopératives, la faiblesse des échantillons nous invite à la plus grande prudence. Néanmoins, il semblerait que le sentiment d'appartenance à l'Économie Sociale et à l'Économie Sociale et Solidaire soit en constante augmentation pour les coopératives créées après 1958.

**Vous avez dit solidaire ?**

Une comparaison des réponses est intéressante, selon qu'il s'agit du sentiment d'appartenance à l'Économie Sociale ou à l'Économie Sociale et Solidaire. On se limitera ici aux sous-totaux, au plan général et selon les trois segments de l'échantillon :

Au plan général, on passe de 83% à 75% de réponses positives, avec l'introduction du terme solidaire : la différence est faible, mais elle porte essentiellement sur les réponses négatives (de 12,5% à 19%).

Ce n'est donc pas par hésitation ou refus de répondre, mais c'est par refus d'adhérer à ce concept de solidarité que la différence s'opère.

Pour les coopératives agricoles, les réponses positives passent de près de 90% à 88,5% d'une question à l'autre. Il est clair que ces responsables adhèrent également aux deux concepts.

Pour les responsables des coopératives de production, les réponses positives passent de 80% à 73%, d'une question à l'autre. La notion de solidarité fait ainsi la différence.

Parmi les responsables des autres coopératives, les réponses positives varient de 81% à seulement 65%. La notion de solidarité ne semble donc pas partagée par de nombreux répondants.

Estimez-vous que les entreprises de l'Économie Sociale sont suffisamment bien considérées en tant que telles dans la région ?

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Tout à fait	13,5%	12,8%	6,3%	11,8%
Plutôt oui	40,4%	33,0%	31,3%	34,8%
Pas vraiment	15,4%	21,3%	28,1%	20,8%
Plutôt non	17,3%	20,2%	12,5%	18,0%
Vous ne savez pas répondre	13,5%	12,8%	21,9%	14,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Environ 12% des responsables sont satisfaits, auxquels on ajoutera 35% de répondants plutôt satisfaits. On n'atteint pas tout à fait ainsi la majorité. Il y a donc quelques efforts à faire en direction des 39% des répondants qui sont en attente d'une meilleure considération. Notons toutefois que 15% des répondants avouent qu'ils ne savent pas répondre... comme s'ils étaient surpris de devoir s'exprimer sur le sujet !

Une majorité des responsables des coopératives agricoles s'estiment bien considérés, au sein de leur territoire. Leur ancrage fort et leur ancienneté (au moins dans le concept) peuvent expliquer cette bonne intégration ressentie.

Les SCOP sont un peu plus nuancées, se répartissant de manière assez équilibrée, entre les réponses positives et négatives. Les autres coopératives ressentent quant à elles, et à une courte majorité des répondants, une considération négative au sein de la région. Notons que plus de 20% d'entre elles ne savent pas répondre à la question.

Plusieurs pistes d'explication peuvent être proposées :

- Les coopératives agricoles sont assez bien connues et reconnues dans leur environnement (rural) et leur rôle est assez ancien,
- Les SCOP peuvent se sentir assez bien représentées (et donc connues et reconnues) par des organisations relativement dynamiques telles que la CG SCOP ou l'URSCOP, ou encore la CRES. Il serait néanmoins intéressant de poursuivre l'analyse en précisant les aspects de notoriété (les SCOP sont-elles connues en tant que telles) et d'image (bonne ou mauvaise). En outre, estiment-elles que leur soutien (émanant des pouvoirs publics, notamment) est insuffisant ?
- Pour les « autres coopératives », des questions similaires à celles qui prévalent pour les SCOP peuvent être posées : notoriété, image des coopératives en général. De plus, leur représentation est-elle identique aux deux catégories précédentes ?

**Estimez-vous que les dirigeants de l'Économie Sociale sont suffisamment bien représentés et considérés en tant que tels dans la région ?**

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
<b>Tout à fait</b>	13,5%	13,8%	6,3%	12,4%
<b>Plutôt oui</b>	38,5%	31,9%	25,0%	32,6%
<b>Pas vraiment</b>	15,4%	21,3%	28,1%	20,8%
<b>Plutôt non</b>	17,3%	20,2%	18,8%	19,1%
<b>Vous ne savez pas répondre</b>	15,4%	12,8%	21,9%	15,2%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Après la considération pour les organismes, cette question aborde la notion de considération pour les dirigeants. La répartition générale des réponses est similaire, avec une proportion de satisfaction située aux alentours de 45% des répondants.

Concernant les responsables des coopératives qui ne savent pas répondre à la question, nous retrouvons quelques éléments cités précédemment. Les coopératives qui s'expriment le plus (positivement ou négativement) sont les SCOP, peut-être celles qui bénéficient de la représentation la plus dynamique.

Concernant les réponses par catégories de coopératives, celles qui considèrent qu'elles sont les mieux représentées, au niveau de leurs dirigeants, sont les coopératives agricoles, du fait sans doute de leur bonne implantation sur leurs territoires et dans leur secteur.

Les SCOP expriment un sentiment nuancé bien que globalement positif. Une fois encore, elles sont assez exposées et en vue dans le petit monde de l'Économie Sociale, mais s'estiment-elles suffisamment bien reconnues, notamment par les institutions ou par les autres agents économiques ?

Les autres coopératives, enfin, et outre un taux de non réponse élevé, expriment majoritairement une mauvaise représentation. Cela peut-être dû à la fois à une image globale assez méconnue (par rapport aux deux autres catégories) et à des représentants moins bien organisés et/ou dynamiques.

Nous ne serons pas étonnés de ce déficit dans le troisième segment de cet échantillon, dès lors que ses composantes ne sont pas homogènes.

**D'une manière générale, avez-vous personnellement ressenti au cours de votre expérience un sentiment de solitude (moments de découragements, de doutes...) ?**

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
<b>Oui, très souvent</b>	0,0%	8,5%	3,1%	5,1%
<b>Oui, souvent</b>	5,8%	23,4%	3,1%	14,6%
<b>Oui, cela m'est arrivé</b>	44,2%	34,0%	43,8%	38,8%
<b>Non, jamais</b>	50,0%	24,5%	37,5%	34,3%
<b>Vous ne savez pas répondre</b>	0,0%	2,1%	12,5%	3,4%
<b>Absence de réponse</b>	0,0%	7,4%	0,0%	3,9%
<b>Total</b>	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Une assez forte corrélation apparaît, entre type de coopératives et sentiment de solitude, de découragement ou de doute.

Les coopératives agricoles apparaissent nettement comme les plus « sereines », sans doute du fait de leur stabilité et de leur bonne implantation sur le territoire.

Les autres coopératives n'éprouvent également que peu de doutes, un peu plus néanmoins que les coopératives agricoles et plusieurs d'entre elles (12,5%) ne savent pas répondre à cette question et sont peut-être dans l'expectative.

Les SCOP, en revanche, expriment une solitude, un découragement ou des doutes de manière plus explicite. Près d'un tiers des répondants ont exprimé ces sentiments comme étant réguliers (souvent et très souvent). Et seulement un quart des responsables n'ont jamais ressenti ce sentiment.

**Au sein de votre coopérative, comment définiriez-vous l'Économie Sociale : (plusieurs réponses possibles)**

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Une démarche au service du projet collectif	67%	38%	50%	49%
Un rapport au travail différent	29%	45%	47%	40%
Des relations différentes au sein de l'entreprise	37%	47%	47%	44%
Une économie qui place l'Homme au service de l'économie, en réponse à l'économie capitaliste	23%	52%	56%	44%
Autre	2%	4%	0%	3%
Ne se prononce pas	4%	4%	19%	7%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Globalement, un équilibre se fait entre les quatre items qui réunissent aux environs de 40% des réponses. Aucun ne ressort véritablement, aucun ne se trouve en retrait significatif. Il serait donc logique de considérer que les responsables des coopératives conjuguent ces quatre caractéristiques pour définir l'Économie Sociale. Mais c'est en observant les réponses spécifiques de chacun des groupes que l'on aperçoit des différences :

Pour les coopératives agricoles, c'est sans conteste le caractère collectif du projet qui prime (67% d'entre elles). Les relations au sein de l'entreprise sont mentionnées de manière significative (37%), viennent ensuite un rapport au travail différent (29%) et une réponse à l'économie capitaliste (23%) qui sont plus secondaires.

Bien que les réponses soient moins franches, les coopératives de production expriment l'exact inverse des coopératives agricoles. Pour elles, c'est avant tout le fait de placer « l'Homme au cœur de l'économie » qui permet de définir l'Économie Sociale. Les trois autres propositions sont choisies dans une proportion qui varie de 38% à 47%, par les coopératives et ne sont donc pas à négliger.

Pour les autres coopératives, c'est également la place de l'Homme au sein de l'économie qui apparaît comme prépondérante pour définir l'Économie Sociale. Néanmoins, les réponses sont assez homogènes puisque les trois autres propositions recueillent peu ou prou la moitié des suffrages. Pour ces coopératives, l'Économie Sociale se définit donc de manière complémentaire à partir des 4 propositions.

**D'une manière générale, quelle phrase définit selon vous le mieux l'Économie Sociale : (plusieurs réponses possibles)**

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Un projet utile socialement	42,3%	41,5%	50,0%	43,3%
Une réponse à des besoins non satisfaits	21,2%	17,0%	25,0%	19,7%
Une alternative à un système par trop capitaliste	34,6%	45,7%	46,9%	42,7%
Une façon d'ouvrir des démarches démocratiques	32,7%	45,7%	34,4%	39,9%
Ne se prononce pas	7,7%	6,4%	12,5%	7,9%

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Manifestement, la réponse à des besoins non satisfaits ne recueille pas beaucoup de suffrages, et n'est donc pas véritablement considérée comme une caractéristique de l'Économie Sociale. Les trois autres choix se trouvent à peu près à égalité, autour d'une proportion de 40%. Aux yeux des responsables des coopératives, l'image et la réalité de l'économie sociale se définissent à partir de l'utilité sociale, d'une alternative à un système capitaliste, et par une façon d'ouvrir des démarches démocratiques. Sans prévalence de l'une de ces composantes.

Pour les coopératives agricoles, c'est l'utilité sociale du projet qui définit prioritairement l'Économie Sociale dans son ensemble. La prépondérance de ce caractère peut se comprendre par le rôle social et économique que jouent les coopératives au sein des territoires ruraux et les services qu'elles rendent à leurs coopérateurs et leur environnement.

Avec environ un tiers des répondants, l'Économie Sociale comme une alternative au système capitaliste (34,6%) et le caractère démocratique (32,7%) sont également des moyens de définir l'Économie Sociale, ses objectifs et ses valeurs.

Pour les coopératives de production, ce sont, à égalité parfaite, l'alternative au capitalisme et le caractère démocratique qui définissent prioritairement l'Économie Sociale (45,7%). On retrouve ici des valeurs fortes pour les coopératives de production : entreprendre différemment (avec une répartition des excédents de gestion plus équitable) et avec une prise de décision plus collective. L'utilité sociale apparaît comme un élément également important (41,5%) tandis que la réponse à des besoins non satisfaits est accessoire (17%).

Les autres coopératives sont les seules à placer l'utilité sociale en tête de leurs réponses (50%). Ceci pourrait se comprendre par un rôle social joué par certaines coopératives (coopératives de consommateurs, par exemple) qui délivrent un service ou une prestation auprès d'un public large. L'alternative au système capitaliste est également un élément fort dans la définition de l'Économie Sociale tandis que le caractère démocratique réunit environ un tiers des répondants (34,4%).

« La réponse à des besoins non satisfaits » apparaît faiblement pour l'ensemble des coopératives, quelle que soit leur catégorie. Il pourrait être intéressant de comparer cette réponse avec d'autres composantes de l'Économie Sociale, associations notamment, pour lesquelles, traditionnellement, l'une des motivations est de combler des besoins insatisfaits. Cette réponse des coopératives les situe bien sur des secteurs concurrentiels, dans lesquels d'autres agents économiques proposent des services et prestations similaires.

Dans votre communication externe, vous appuyez-vous sur les valeurs de l'Économie Sociale ?

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Oui, tout particulièrement	21,2%	37,2%	31,3%	31,5%
Oui, entre autres arguments	25,0%	10,6%	28,1%	18,0%
Oui, accessoirement	15,4%	20,2%	25,0%	19,7%
Non	34,6%	26,6%	12,5%	26,4%
Non, surtout pas	0,0%	3,2%	0,0%	1,7%
Vous ne savez pas répondre	3,8%	2,1%	3,1%	2,8%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Dès lors que deux questions étaient préalablement posées, concernant la définition et les valeurs de l'économie sociale, les répondants étaient invités à dire s'ils s'appuient sur ces notions dans leur communication : la réponse est globalement positive ou plutôt positive pour près des trois quarts des responsables.

Mais des différences apparaissent selon les groupes de répondants :

Les coopératives agricoles semblent s'appuyer à des degrés divers et dans leur majorité, sur les valeurs de l'Économie Sociale pour leur communication externe. Mais ce sont également celles pour lesquelles la réponse négative est la plus élevée. Ce positionnement diffère peut-être d'une coopérative à l'autre, selon son activité et notamment selon les marchés et clients visés. Une coopérative agricole vendant ses produits sur des marchés nationaux ou internationaux, fortement concurrentiels n'aura sans doute aucun intérêt à communiquer sur ses valeurs, alors qu'une coopérative évoluant sur un marché local disposera d'un argument de vente supplémentaire (implantation sur le territoire, rôle social et économique local, traçabilité et provenance des produits, etc.).

Les SCOP présentent la plus forte disparité des réponses. Elles présentent le score le plus élevé (37%) pour la franche affirmation (« Oui, tout particulièrement »), mais présentent également quelques résistances (« Non, surtout pas »). De fait, on peut comprendre qu'il existe des SCOP fortement militantes, qui basent une partie importante de leur reconnaissance et de leur activité sur leurs valeurs, tandis que d'autres considèrent que communiquer sur leurs valeurs pourrait leur être défavorable.

Ces dernières se trouvent peut-être sur des marchés très capitalistes (où le tarif prime largement sur d'éventuelles valeurs). Les autres coopératives sont celles qui globalement s'appuient le plus sur leurs valeurs (quel que soit le degré) pour communiquer. Malgré le fait qu'elles s'estiment insuffisamment reconnues et représentées (questions 14 et 15), ces coopératives mettent en avant leurs valeurs vis-à-vis de leurs clients ou prospects.

Vos clients vous semblent-ils sensibles à votre positionnement au sein de l'Économie Sociale ?

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Ils s'intéressent exclusivement à la qualité des produits	53,8%	40,4%	21,9%	41,0%
Ils sont également sensibles à nos valeurs	42,3%	41,5%	59,4%	44,9%
Ils sont également sensibles à notre projet	3,8%	10,6%	9,4%	8,4%
Vous ne savez pas répondre	0,0%	6,4%	9,4%	5,1%
Absence de réponse	0,0%	1,1%	0,0%	0,6%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Cette question vient compléter le thème précédent. Elle permet de voir de quel constat partent les responsables pour construire leur communication externe. On pourra utilement rapprocher les réponses respectives.

Pour plus de 40% des responsables, les clients ont une approche pragmatique, exclusivement basée sur la qualité des produits. Pour 45% des responsables, les clients examinent simultanément cette qualité des produits et les valeurs de ceux qui les présentent.

L'approche « produit » est plus prégnante au sein des coopératives agricoles (54%), et très en retrait pour les autres coopératives (22%). Pour ces dernières, la sensibilité des clients à leurs valeurs est très forte (60%).

Pour les SCOP, on observe une stricte parité entre les dimensions « produit » et « valeurs » de l'entreprise. Notons enfin que le projet global de la coopérative ne semble pas influencer significativement ses clients : moins de 9% des responsables l'évoquent comme un critère de choix.

Si l'on rapproche les résultats de cette question à ceux de la question précédente, on lit que 53% des responsables estiment que les clients sont sensibles, soit aux valeurs, soit au projet de la coopérative, et que 70%, environ, utilisent – au moins accessoirement – les valeurs de l'économie sociale dans leur communication externe.

A l'inverse, 41% des responsables estiment que les clients s'intéressent exclusivement à la qualité des produits, et environ 30% ne communiquent pas du tout sur les valeurs de l'économie sociale.

Ce constat montre une bonne cohérence dans la démarche – et dans les réponses – des responsables de coopératives, dans cette enquête.

Dans votre coopérative, la notion de rentabilité est évoquée :

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Très souvent	9,6%	51,1%	43,8%	37,6%
Souvent	55,8%	28,7%	53,1%	41,0%
Peu souvent	21,2%	9,6%	0,0%	11,2%
Très peu souvent	1,9%	6,4%	3,1%	4,5%
Jamais	7,7%	4,3%	0,0%	4,5%
Vous ne savez pas répondre	3,8%	0,0%	0,0%	1,1%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Globalement, ce sujet est abordé, souvent ou très souvent, dans près de 80% des coopératives. Mais dans des conditions et des proportions très différentes, selon les catégories de coopératives.

Cette notion est très présente dans les autres coopératives (souvent à très souvent pour plus de 95% d'entre elles), un peu moins présente chez les SCOP (tout de même près de 80%). Les taux les plus faibles, avec une notion de rentabilité évoquée le moins souvent (relativement aux autres catégories), se trouvent parmi les coopératives agricoles.

Cela donne une certaine idée de la pression financière et de l'influence des marchés, pour chacune de ces trois catégories d'entreprises.

Pour autant, on pourrait penser que l'agriculture est également soumise aux règles du marché, notamment avec le cours des matières premières agricoles et les impératifs du secteur de l'agro-alimentaire. Mais il est possible que les règles et certaines sécurités européennes fonctionnent assez bien. Et c'est peut-être pour cela que la notion de rentabilité passe un peu au deuxième plan.

Selon votre expérience, parmi ces termes, quels sont ceux qui définissent le mieux votre coopérative : (plusieurs réponses possibles)

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
La transparence	46,2%	66,0%	53,1%	57,9%
La solidarité quotidienne	46,2%	48,9%	46,9%	47,8%
Le partage	32,7%	48,9%	25,0%	39,9%
La proximité	78,8%	40,4%	46,9%	52,8%
La démocratie des salaires ou l'équilibre des salaires	17,3%	48,9%	15,6%	33,7%
La distribution des résultats	36,5%	71,3%	40,6%	55,6%
Ne se prononce pas	0,0%	0,0%	6,3%	1,1%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Pour ne pas troubler les responsables, plusieurs choix étaient possibles. Et ils ne se sont pas privés de cette opportunité puisqu'ils ont, en moyenne, coché trois items. Les résultats globaux n'ont pas grand sens, dans la mesure où d'importantes différences apparaissent dans la hiérarchie des choix, selon les groupes de répondants. C'est donc la présentation selon les secteurs d'activité qui mérite d'être seule effectuée ici.

Sans surprise, c'est la proximité qui apparaît comme définissant le mieux les coopératives agricoles (79%). Ces coopératives sont fortement ancrées dans leurs territoires et exercent leurs activités auprès de publics proches (du point de vue géographique ou professionnel). La transparence et la solidarité quotidienne apparaissent également assez fortement (46%). Le partage et la distribution des résultats ne réunissent qu'environ le tiers des coopératives agricoles (respectivement 33% et 36,5%) tandis que la démocratie des salaires est faiblement citée (17%). Les écarts de salaires représenteraient-ils le « point noir » des coopératives agricoles ?

Pour les coopératives de production ce sont la transparence (66%) et la distribution des résultats (71%) qui apparaissent en tête. On retrouve là quelques fondements de ces coopératives (démocratie, distribution des excédents entre rémunération du capital, salaires et mise en réserve impartageable). La solidarité quotidienne, le partage et la démocratie des salaires viennent ensuite avec 49% et sont également des termes qui définissent bien ces entreprises. La proximité est un peu moins bien notée (environ 40%) et correspond certainement au fait que certaines de ces coopératives agissent sur des marchés nationaux ou internationaux.

Pour les autres coopératives, il n'y a pas de tendance aussi forte que pour les coopératives agricoles et les coopératives de production. Les avis sont moins tranchés. La transparence (53%) est néanmoins un terme qui permet de définir une majorité de ces entreprises. Solidarité quotidienne, proximité (47%) et distribution des résultats (41%) sont cités dans des proportions assez importantes. En revanche, le partage (25%) et surtout la démocratie des salaires (16%) ne sont pas des termes qui définissent ces coopératives. A l'instar des coopératives agricoles, les salariés de ces coopératives ne semblent pas réellement satisfaits des écarts de salaires de leurs entreprises.

# Les coopératives face à la crise

La crise financière ébranle l'ensemble du système économique, et nous traversons actuellement des difficultés importantes.

Ces quelques questions ont pour objet de mesurer les premiers impacts qu'elles peuvent avoir sur vos activités.

En lien direct avec la crise, votre coopérative pourrait-elle être conduite à revoir le périmètre de ses missions ?

	Coopératives agricoles	Coopératives de production	Autres coopératives	Total
Non	61,5%	51,1%	50,0%	53,9%
Oui, et peut-être dès la présente année	13,5%	33,0%	15,6%	24,2%
Oui, et peut-être à partir du prochain exercice	7,7%	4,3%	9,4%	6,2%
Oui, sûrement	9,6%	10,6%	18,8%	11,8%
Absence de réponse	7,7%	1,1%	6,3%	3,9%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête CRES-Observatoire de l'ESS - R&S - Juin 2009

Globalement, 54% des responsables écartent cette hypothèse, 30% environ ne l'excluent pas, et 12% se trouvent déjà dans ce cas de figure.

Une nette majorité des responsables de coopératives agricoles ne pensent pas modifier les missions de leurs entreprises. La proportion des responsables de coopératives exprimant un avis contraire n'est tout de même pas négligeable et malgré une certaine stabilité et un cœur de métier bien défini, certaines coopératives agricoles s'approprient donc à élargir – ou à réduire – leurs champs d'activité dans le contexte actuel.

Pour les SCOP et les autres coopératives, la part des responsables qui ne pensent pas redéfinir leurs missions est sensiblement la même (la moitié environ). Néanmoins, ces deux catégories se distinguent par les délais dans lesquels elles vont devoir le faire :

- Dès la présente année pour un tiers des SCOP,
- Plus progressivement pour les autres.

Les SCOP semblent donc soit :

- Plus concernées par la crise parce qu'elles se situent sur des marchés concurrentiels,
- Plus réactives, dans un environnement défavorable

Quels types de difficultés, directement liées à la crise, rencontrez-vous actuellement ?

Dans un contexte de crise économique, les conséquences sur les coopératives sont différentes selon les catégories, les réponses indiquant que l'on ne rencontre « aucune » ou « très peu » de difficultés représentent :

- Près de la moitié des répondants des coopératives agricoles (48%). Ces coopératives ne semblent pas très affectées par ce contexte,
- Seulement 22% des coopératives de production. Ceci est dû au fait qu'elles évoluent sur des marchés concurrentiels et sont directement concernées par les conséquences directes ou indirectes de la crise économique,
- Une faible proportion des responsables des autres coopératives, qui en outre ne semblent pas très concernées par cette question.

Parmi les responsables qui indiquent que leurs coopératives sont concernées par la crise économique, les différences selon les groupes sont les suivantes :

- Pour les **coopératives agricoles**, ce sont principalement des baisses générales d'activité, de chiffre d'affaires ou de croissance qui priment (23%). Cette baisse d'activité s'explique par des annulations ou des reports de commande et d'une manière générale, une baisse de la demande (13,5% des coopératives). Quelques coopératives agricoles expriment également des difficultés de paiement de leurs clients (6%).
- Les annulations, baisse de commande ou baisse de la demande concernent 21% des **coopératives de production**. Une baisse d'activité ou du chiffre d'affaires est exprimée par 12,5% d'entre elles. Ces coopératives sont également les plus sensibles à la concurrence (11%) et doivent baisser leurs prix ou réduire leurs marges (9%).  
Notons que quatre d'entre elles évoquent également un sureffectif (qui se traduit par des réductions d'effectif ou l'envoi de personnel en formation). Quatre d'entre elles évoquent également une baisse des aides et finalement, quatre responsables expriment des difficultés financières (dont une coopérative se trouve en redressement judiciaire).
- **Les autres coopératives** expriment peu de conséquences par rapport à la crise économique. Notons tout de même quelques annulations ou quelques reports de commandes, ainsi qu'une baisse de la demande pour plus de 9% d'entre elles, et au final, une baisse d'activité (12,5%).

Les partenaires financiers de l'Observatoire :



*Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu répondre à ces deux vagues d'enquêtes. En espérant qu'elles soient encore plus nombreuses lors des prochaines vagues...*

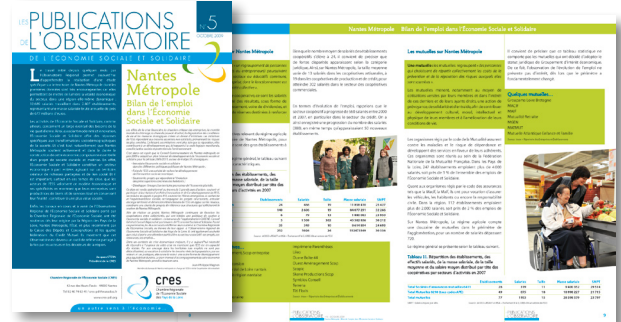
*En effet, ces enquêtes ont vocation à devenir deux outils permanents au service des acteurs et des interlocuteurs du monde associatif et coopératif.*

## Dernières parutions :

LA BRANCHE D'AIDE À DOMICILE  
ENQUÊTE 2007



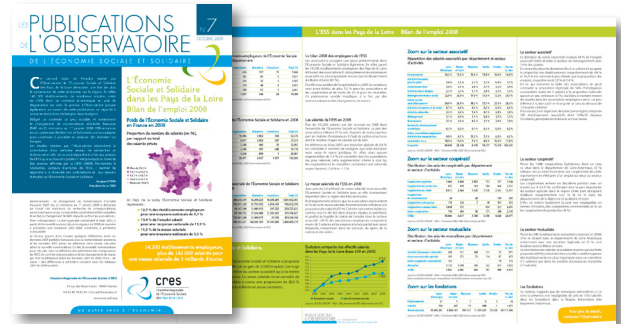
NANTES MÉTROPOLE  
BILAN DE L'EMPLOI DANS L'ÉCONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE



SAINT-HERBLAIN  
CHIFFRES-CLÉS ET PORTRAITS D'ENTREPRENEURS  
DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE  
DANS LES PAYS DE LA LOIRE  
BILAN DE L'EMPLOI 2008



Chambre Régionale de l'Économie Sociale (CRES)

42 rue des Hauts Pavés - 44000 Nantes  
Tél 02 40 74 02 49 / cres-pdl@wanadoo.fr  
www.cres-pdl.org



**cres**

Chambre Régionale  
de l'Économie Sociale  
des Pays de la Loire